

François Brune

MÉMOIRES
D'UN
FUTUR PRÉSIDENT

« Gouverner, c'est parler. »

Le Président

Séquence 6

Mémoires d'un futur président

Au fil de votre été :

Liste des séquences proposés le jeudi...

- 21 juin. *Séquence 1.*
- 28 juin. *Séquence 2.*
- 5 juillet. *Séquence 3.*
- 12 juillet. *Séquence 4.*
- 19 juillet. *Séquence 5.*
- 26 juillet. *Séquence 6.*

À la suite d'un show spectaculaire où il prône la totale privatisation des Services publics (« Il faut désÉtatiser la Justice ! »), Mapon opère une percée médiatique qui attire aussitôt l'attention de l'Élysée. Il est devenu ministrable !

(voir [séquence précédente](#))

III

Le surlendemain, Valérie entra, radieuse, dans mon bureau :

— Georges, une lettre de l'Elysée !

Touchais-je déjà au séjour olympien ? Je décachetai. Le président de la République, séduit par ma prestation télévisée désirait vivement me voir, « à l'occasion du prochain remaniement ministériel ». Je volai chez lui en taxi. Quelques marches, des couloirs, un tapis : j'étais reçu par le chef de l'Etat.

— Mon ami, me dit-il, enfoncé dans son trône démocratique...

Mon ami ! Il respira sentencieusement :

— Gouverner, voyez-vous, c'est tout à la fois prévoir le pire et prédire le meilleur. C'est justement dans cette seconde tâche que je serais heureux de pouvoir compter sur votre collaboration, Monsieur le Ministre.

— Je... dis-je avec une humilité impatiente de précisions.

Il fut direct :

— L'Information, cher Mapon, ça vous va ? Vous y serez parfait.

— Je... dis-je, me demandant un instant, sous couvert d'émotion, s'il ne valait pas mieux repousser cette offre pour me vanter, plus tard, d'avoir refusé un ministère.

— Quoi, cela vous paraît mince ? dit-il.

— Non, fondamental ! Monsieur le Président.

Suivant mon tempérament, j'étais preneur.

— Je me plais à vous l'entendre dire, *fondamental* ! Et d'ailleurs, comme l'a montré en son temps feu Michel Jobert, il suffit de quelques mois dans un petit ministère pour se faire une grande renommée¹.

Il ponctua sa phrase d'un sourire diplomatique enveloppant un regard lointain, et enchaîna :

— Votre fonction comporte deux missions : informer et taire. Informer de ce qui va bien en France, cela va de soi. Mais surtout, taire les informations nuisibles au moral de la Nation. N'hésitez pas à démentir ! Car vous le savez, à force de grossir les événements, les journalistes en font des réalités — parler des choses, c'est les créer —, et le gouvernement se trouve bientôt conduit à des justifications qui n'en finissent plus.

— C'est affaire de rhétorique, dis-je en bon serviteur. Je m'emploierai, s'il le faut, à justifier l'injustifiable.

— J'en prends bonne note, répondit-il ; mais, voyez-vous, en période de crise, il faut tout économiser, même la rhétorique. Entre deux mots, dit un moraliste, il faut choisir le moindre.

— J'y veillerai. Je justifierai un peu, je démentirai beaucoup.

— Attention, point d'excès. Trop démentir, c'est souvent faire croire. On en use parfois intentionnellement pour répandre une nouvelle sans avoir la responsabilité de la dire...

1. *Note de l'éditeur* : Le manuscrit original porte effectivement « feu Michel Jobert ». On dit pourtant que l'intéressé était bien vivant au moment où furent écrites ces lignes, et nous nous excusons d'avance, auprès des familles, de cette inexactitude que nous ne saurions prendre à notre compte. Des historiens pensent qu'il s'agit là d'une assertion métaphorique : M. Jobert serait seulement *mort à la vie politique*. À moins que Mapon, fécond en lapsus, ait tout simplement pris son désir pour une réalité ? On trouve en effet dans ses *Mémoires* d'autres exemples d'élimination anticipée de politiciens qu'il a pu ressentir comme rivaux. Nous ne manquerons pas de les signaler à chaque fois, par la mention « Mort scripturaire. »

MÉMOIRES D'UN FUTUR PRÉSIDENT

Avec ses airs de me donner des leçons de langage, il commençait à m'irriter. Je me rendis compte alors que l'inconvénient d'être ministre, c'est d'avoir un président.

— Pour le reste, conclut-il, vous rendrez compte régulièrement du Conseil des Ministres, sans oublier, naturellement, de souligner mes boutades. D'avance, je vous en remercie.

Et ce fut tout pour cette première fois.

— Comment l'avez-vous trouvé ? me demanda Chelet, qui m'attendait chez moi.

— Un peu sourcilleux, quoique je n'aie pas à me plaindre.

— Il est de fait, remarquai-je, qu'il paraît moins jeune en privé que sur le petit écran.

Quelques jours plus tard, après diverses prises de contact et une rapide installation dans mon ministère à petit budget, je me retrouvai à l'Elysée pénétrant dans le sein épineux du Conseil des Ministres. L'ambiance était glaciale. J'entrai, sans qu'on me remarquât, dans cette salle aux résonances confuses où s'allongeait une table impressionnante avec ses fauteuils vides ; j'évitai de faire craquer le parquet, sur lequel attendaient presque immobiles les gens du pouvoir¹. On observait là, par ordre croissant d'importance, plusieurs secrétaires d'Etat, dociles et graves, style empire ; des ministres spécialisés dans la mise en scène de la politique nationale : le décor (Environnement), les costumes (Armées), le bruitage (Information — moi-même !), l'acoustique (PET), la salle et les coulisses (Bâtiment et Immobilier), la régie (Travail et Affaires sociales), la chorégraphie

1. *Note de l'éditeur* : Il est connu que les parquets de l'Elysée ne craquent pas. Le ministre Mapon, dans son émotion, doit confondre avec les grincements des portes, qui étaient célèbres à une époque où tout ne baignait plus dans l'huile.

(Affaires culturelles), et enfin, les relations avec les professionnels du spectacle (Affaires étrangères). Le metteur en scène (Premier Ministre) avait un léger retard, et, bien entendu, l'auteur dramatique (le président) entrerait le dernier. Il y avait aussi les ministres utiles : Santé, Agriculture, Education et Industrie : et justement, l'Industrie, qui me connaissait, me gratifia d'un de ces sourires à pleines dents qui conféraient à ses appétits leur dimension multinationale. Il y avait enfin les ministres importants : Justice, Intérieur, Economie, par ordre croissant...

Tout ce monde était debout dans un silence froid, à peine troublé de bribes de conversation rapides et étouffées. On attendait le Président. On l'attendait avec cette sorte d'impatience angoissée de l'opinion publique espérant les premiers résultats d'une greffe du cœur. On le disait en effet fatigué. Il arriva enfin, précédé de peu par le baron de Brède, nous fit asseoir d'un air affairé ; et, avant même qu'il ouvrît la bouche pour annoncer l'ordre du jour, je vis à ma stupéfaction tous les regards du Conseil se braquer sur sa personne avec une attention extraordinaire. Tel ministre considérait d'un œil froid sa mine plus fatiguée que la semaine précédente ; tel autre semblait fasciné par les perles de sueur jaillies à la racine des cheveux. Celui-ci jugeait l'alourdissement des paupières et l'affaissement des joues ; celui-là, les plis qui se creusaient aux commissures des lèvres. L'un mesurait la pâleur jaunâtre du teint, l'autre la maigreur croissante du cou. Certains se contentaient d'une vue synthétique sur sa silhouette voûtée, ou d'une intuition perçante sur la tristesse morale qu'il leur semblait déceler dans le for intérieur du chef de l'Etat. Un des plus importants ministres allait même jusqu'à épier, au fond de son regard incertain, les signes d'une extinction prochaine. Moi-même... Il n'était pas jusqu'au ministre de la Santé, judicieusement placé aux côtés du président, qui ne lançât de biais certain coup d'œil expert sur l'état général de son voisin... Bref, on le

dévorait des yeux. Tout se passait comme si, dans un silence recueilli couvrant des sentiments divers, le Conseil eût réuni une famille d'héritiers soucieux, au chevet d'un grand malade, de l'avenir national. Et après tout, on n'avait pas à leur jeter la pierre : la mort présidentielle est une donnée politique, et chacun devant suivre sa nature, les hyènes aussi.

Mais le chef de l'Etat prit la parole avec une maîtrise lucide, et la vie qui tout à coup se répandit sur ses traits parut curieusement décevoir l'atmosphère. Après quelques généralités, il salua ma présence, avec une bienveillance qui me gêna car, de mon côté, je pensais justement à la marche à suivre en face de lui : respecter et servir ; aider de quelques formules bien choisies ; devenir familier, et bientôt dauphin ; à la rigueur, aller en réserve de la République, il faut bien y passer ; enfin, le jour venu, ne pas hésiter à tuer le père pour le remplacer, en successeur digne de ce nom... Le président se tut, m'adressant dans le silence un sourire d'encouragement. Je vis alors les regards de l'assemblée quitter le pôle présidentiel pour se tourner vers ma propre personne, avec une curiosité inégalement sympathique qui me fit à la fois chaud au cœur et froid dans le dos. Tout en gardant l'œil filtrant et historique pour échapper à mes juges, je repérai d'abord l'air méfiant du ministre de la Justice, qui n'avait pas goûté l'ingérence de mes déclarations dans son domaine : c'était pourtant un grand blond malléable, aussi centriste que peut l'être le fléau d'une balance, c'est-à-dire avec des oscillations. Mais je fus bientôt attiré, et même capté, par un regard dur qui me fixait à côté de lui, me conviant à un duel optique que je ne refusai pas : c'était celui du ministre de l'Economie et des Finances.

Le grand trésorier de la Nation était un garçon de très grand mérite, du genre passionné glacial, au demeurant bel homme, quoique mesquin et rancunier, expert en exposé financier érotique à la télévision, et qui, dans

ses discours comme dans son ministère, subdivisait pour régner. Tandis que je le regardais, je ne vis plus que lui ; tout le Conseil avait disparu dans une sorte de flou silencieux ; une demi-seconde, je sentis mes yeux s'enfoncer comme un dard dans les yeux de cet homme qui osait me défier ; entre nous, la haine était déclarée, la haine féroce de ceux qui se disputent la dévotion suprême au Bien Public. Et c'est ainsi que je sus, au sortir de ce premier Conseil des Ministres, qu'en ce qui concernait l'avenir de la France, ce serait lui ou moi.

Quant à ce qui fut dit au cours de la séance, j'avoue ne plus m'en souvenir ; au reste, mon compte rendu ne fut pas des meilleurs, tant j'avais trempé dans l'ambiance du Conseil *au plan vécu*, et non verbal — une fois n'est pas coutume.

C'est sans doute à propos de l'état de ministre qu'un philosophe dit un jour : « Le génie politique est une longue impatience. » Car, au bout de quelques mois, je ne tenais plus en place : rien que du technique, du routinier ! Du facile : quand il ne se passait rien, à l'instar des récitants tragiques, je devais donner l'impression que de grandes choses se déroulaient dans les coulisses ; et, quand il y avait une question brûlante, je faisais patienter les journalistes pour laisser aux ministres intéressés la primeur des déclarations attendues par tous... quand le chef de l'Etat ne les court-circuitait pas ! Ma fonction même devenait sans intérêt : tous mes soucis étaient ailleurs, c'est-à-dire au niveau de *ma* dynamique présidentielle.

Et j'y travaillais ! Auprès du chef de l'Etat, l'opération séduction allait lentement mais sûrement : le problème était de montrer le zèle d'un exécutant sans laisser paraître l'ambition d'un rival. J'obtins la nomina-

tion de Chelet comme secrétaire de l'Elysée et de Fouchard comme secrétaire d'Etat à la réforme des Armées, et ce fut autant que je n'avais pas l'air de demander pour moi. Ma rivalité avec le ministre des Finances se poursuivit à divers niveaux : tantôt, rendant compte d'un Conseil des Ministres, je suggérais ses erreurs en notant par exemple que « l'inflation avait dépassé les prévisions quelque peu optimistes qui avaient été faites » ; tantôt, je faisais le siège de l'Elysée pour obtenir des entrevues particulières avec le président, et rattraper le nombre d'entretiens en tête à tête que mon concurrent avait eus avec lui (il en totalisait 165 déjà, chiffre officiel). Mais surtout, nous rivalisions dans la fréquence et la qualité de nos passages à la télévision : c'était à qui paraîtrait à la fois le plus audacieux et le plus rassurant.

Car, bien entendu, chacun d'entre nous soignait son image de marque, avait ses journaux dévoués, confiait ses aveux calculés, prodiguait ses gags et gadgets publicitaires. Je ne négligeais d'ailleurs pas de prendre des cours de diction, et de mime, pour parfaire mes numéros. Parmi mes divers atouts, je disposais de deux avantages : la féminité à la fois sportive et rêveuse de Valérie ; mon rôle d'informateur national, qui me permettait de parler de toutes choses avec un préjugé favorable de personnage au courant. Je pouvais ainsi, en débordant l'étroitesse irritante de ma fonction officielle, gonfler mon image nationale de toutes les réalisations du régime, m'enrichir de sa philosophie politique, jouir d'une sorte d'omni-compétence enviée. Je fus ainsi amené à donner une interview sur la question du commerce des armements qui fit grand bruit, et surtout grand plaisir à la majorité, si l'on en juge par la levée de boucliers qu'elle suscita dans l'opposition.

Juillet me réjouissait de tout son soleil, sur le transat où je faisais la sieste, quand le journaliste arriva

au *Castel*. L'aboiement furieux des chiens me fit émerger d'un doux assoupissement. Le temps que le gardien allât ouvrir les grilles du *Castel* pour introduire mon interlocuteur, je passai rapidement un costume d'été, car j'avais l'habitude de m'exposer au soleil dans la tenue d'Adam. Au passage, Valérie me demanda :

— Je mets une robe ou un bikini ?

— Ton bikini tricolore, dis-je, pour les photos qu'il prendra à notre insu.

J'accueillis mon journaliste avec chaleur. Valérie nous fit visiter le *Castel*, et l'on admira les fleurs qui garnissaient les créneaux de la tour.

— L'idée est charmante, dit-il en prenant note.

Il photographia le panorama et, après quelques regards appuyés et un peu inquiétants sur les formes nationales de Valérie, ne manqua pas de l'englober dans le champ de son appareil. En redescendant vers le parc, je grondai l'un des enfants qui tuait des hirondelles avec sa carabine à plombs :

— Que t'ont fait ces faibles oiseaux ? Je t'ai déjà dit de ne tirer que sur des cartons ! Je te confisque ta carabine !

L'ambiance était décidément familiale : là encore, le journaliste prit note.

Nous nous installâmes paisiblement dans le parc, en nous donnant mutuellement la permission de tomber la veste. Valérie s'en fut à ses occupations bronzantes. Mon interlocuteur sortit un magnétophone.

— Bien entendu, dit-il, puisque vous avez la gentillesse de m'héberger cette nuit, je vous soumettrai mon papier demain matin.

— Bien entendu.

Son article devait paraître dans *Faubourg-Soir*, où il dirigeait la rubrique Politique intérieure. C'était un homme à l'air vif, l'œil parisien et la moustache bavarde, dont la manière de questionner se caractérisait par une sorte d'impertinence bon enfant. Il se mit à m'inter-

roger, et la mise en forme de mes propos devait à peu près donner le texte qui suit :

— *Que la France soit, après les U.S.A., l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne, le quatrième vendeur d'armes au monde, est-ce que cela ne vous ennuie pas, sur un certain plan, Monsieur le Ministre ?*

— Evidemment, la France n'est plus que quatrième.

— *Je veux dire, si vous le permettez : n'êtes-vous pas choqué ?*

— Il y a des chocs dont on se remet. J'avoue ne pas très bien comprendre votre question.

— *Pardonnez-moi, mais, du point de vue moral, le fait que notre pays soit le quatrième vendeur d'armes...*

— Eh bien, cela prouve simplement que la France est le premier des quatre Grands dans la course à la Paix !

— *Vous approuvez donc le commerce des armements ?*

— Bien sûr, puisque je suis pour la paix. Ne prenez pas cet air incrédule : je suis pour la paix sur la terre, comme dans ma famille. Seulement, cet idéal de paix mondiale ne pouvant, comme tout idéal, être atteint, l'homme est conduit à préparer la guerre. *Si vis pacem, para bellum*, nous disent les humanités classiques. Si tu veux la paix sur le globe, prépare les nations à la guerre. Ce qu'a largement montré l'histoire.

— *L'histoire l'a montré, vous pouvez le dire !*

— Vous en doutez ? Imaginez donc le nombre incalculable de guerres qui auraient endeuillé l'Humanité, sans cette grave maxime de Paix Romaine ? On a limité les dégâts, croyez-moi !

— *Ceci vaut sans doute pour les pays latins et, par extension, pour l'Occident imprégné d'humanisme classique, mais comment justifier les ventes d'armes aux pays sous-développés ?*

MÉMOIRES D'UN FUTUR PRÉSIDENT

— Par une rhétorique sincère, comme d'habitude.

— *C'est-à-dire¹ ?*

— Il y a deux sortes de pays sous-développés. Les pays *très* sous-développés d'abord, pauvres en matières premières et en sources d'énergie : à ceux-là, on ne vend rien car il serait criminel de les ruiner en dépenses militaires — criminel et financièrement risqué. Mais il y a les autres pays du tiers monde, plus riches et plus mûrs : ceux-ci ont quelque chose à défendre, aussi avons-nous le devoir *national* de les aider.

— *Comment cela « le devoir national » ?*

— C'est que le commerce des armements fait la force principale de nos armées.

— *De nos armées, mais aussi des leurs !*

— Encore faudrait-il qu'il sachent se servir de nos armes !

— *Mais s'ils s'en servent ?*

— Impossible : nous ne livrons jamais d'armes aux pays en guerre. Et nous n'en livrons aux nations en paix que sous serment de ne pas en user à des fins guerrières. C'est là une condition expresse : nos armes ne doivent avoir que des objectifs pacifiques. Sinon, on sanctionne : punition d'embargo. Il n'y a plus de livraisons, sauf de pièces détachées, pour une raison de pure humanité.

— *Il est pourtant arrivé, dans le passé...*

— Le passé est le passé ; regardons vers l'avenir. Une chose est certaine : nous pouvons faire la plus large confiance aux gens qui nous achètent des armes pour qu'ils ne s'en servent pas. C'est une question de conviction profonde ; ça ne se discute pas.

— *Cette conviction vous honore, Monsieur le Ministre, et croyez bien que, personnellement...*

— J'ajouterai qu'il faut faire une différence entre

1. *Note de l'éditeur* : Nos recherches sont formelles, ces deux lignes ne figurent pas dans l'article en question. On se demande pourquoi.

armes offensives et défensives. Nous n'exportons que des engins défensifs, à plus ou moins longue portée évidemment. Mais quoi ! Va-t-on protester pour quelques centaines d'avions vendus ici ou là ? Peut-on reprocher à de jeunes Etats, légitimement soucieux d'affirmer leur prestige, d'offrir à leurs pilotes d'inoffensifs baptêmes de l'air ? Ce serait de la xénophobie... Quant aux bombardiers atomiques et aux fusées à ogives nucléaires, il est clair qu'on peut les utiliser dans un *esprit* défensif : or, c'est l'esprit qui compte, à l'armée comme ailleurs. En un mot, nos armements sont purement défensifs, soit par eux-mêmes, soit par l'esprit dans lequel ils sont utilisés. De quoi se plaindrait-on ?

— *Je pense, Monsieur le Ministre, que nos lecteurs en seront convaincus. Mais peut-on aller jusqu'à dire que, ce faisant, la France poursuit dans le monde une œuvre pacifique ?*

— Je puis vous affirmer qu'elle n'a pas d'autre but. Nos idéalistes oublient trop, comprenez-vous, à quel point l'influence la plus culturelle d'une nation repose *d'abord* sur l'intensité des échanges économiques. Or, vendre des autos, des barrages, des hôpitaux, ce n'est rien. La vraie confiance mutuelle naît avec le commerce des armements : à travers eux, c'est la fine fleur de la culture française que nous véhiculons, c'est-à-dire ses valeurs éminemment pacifiques. Ce qui vole dans le monde, sous couvert d'avions de guerre, c'est en réalité la colombe tricolore de la Paix ! Et voyez-vous, le seul reproche qu'on puisse nous faire, c'est de ne l'avoir pas assez montré aux Françaises et aux Français. Quant à moi, je verrais sans déplaisir, si j'avais à en décider, notre politique pacifique de vente d'armes prendre un élan nouveau grâce à une propagande fervente : on demanderait, par exemple, au ministère des Affaires culturelles de glisser, dans chaque unité d'armes livrées, une Déclaration des droits de l'homme, le discours du

regretté Paul VI sur la paix à l'O.N.U.¹, et force livres écrits par des prix Nobel de la Paix.

— *Ce sont là effectivement des perspectives réjouissantes, et plus d'un citoyen serait heureux que vous puissiez les mettre en œuvre dans le futur, un futur qui pourrait être proche, et c'est peut-être l'occasion de nous entretenir, Monsieur le Ministre, de vos projets d'avenir...*

— Mes projets ? Quels projets ? Je vais vous faire une confidence : je suis heureux comme je suis.

— *Certes, mais, par définition, les septennats appartiennent au moyen terme, et l'on prête au chef de l'Etat, que l'on dit fatigué, l'intention de ne pas se...*

— Ecoutez : je ne vois pas où vous voulez en venir, et si je le voyais, je jugerais la chose fort inconvenante.

— *Il reste pourtant, Monsieur le Ministre, que le destin de la France ne peut laisser indifférent aucun responsable politique conscient de ses devoirs...*

— Il est vrai.

— *Et c'est pourquoi l'on peut se demander si, vous concernant, l'hypothèse d'une candidature future à la présidence de la République ne serait pas, d'une certaine façon, quelque peu pertinente ?*

— Votre hypothèse est gratuite. Je me refuse à l'envisager. Surtout publiquement.

— *La rumeur dit le président en mauvaise santé : un jour se posera fatalement le problème de sa succession.*

— La rumeur dit ce qu'elle veut. Sachez que, personnellement, je me suis donné comme discipline intérieure de n'y pas penser. Parce que, si vous pensez à quelque chose, vous la préparez ; si vous la préparez,

1. Note de l'éditeur : Mort scripturaire.

MÉMOIRES D'UN FUTUR PRÉSIDENT

cela se sent, et si cela se sent, tout est empoisonné. Donc, je ne prépare *absolument rien*¹.

— *Je vous remercie, Monsieur le Président... euh, Monsieur le Ministre, pardonnez-moi.*

— Il n'y a pas de mal, je vous en prie.

(à suivre)

1. *Note de l'éditeur* : Avons-nous eu la berlue en retrouvant quasi textuellement ces trois phrases dans une autre interview, celle de V. Giscard d'Estaing par *le Monde*, le 3 mai 1974, p. 3 ? Par quelle faiblesse G. de Mapon fait-il des emprunts à un lointain passé, alors qu'on le sait capable de faire mieux ?